

# LE BOLCHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE - Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE.

n°4

## SU/CORQI: Blocs sans principes et manoeuvres dérisoires

10 DECEMBRE—On aurait pu croire, quand les dirigeants du Secrétariat unifié (SU) et les représentants de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) se sont rencontrés à Bruxelles il y a 6 semaines pour signer une déclaration en vue de la fusion, qu'une rupture vieille de 25 ans tirait à sa fin. Le fond politique de ce document diplomatique en trois points, qui prévoyait des discussions pour "renforcer la IVème Internationale en tant que seule internationale fondée sur le programme trotskyste...", c'est que chaque camp qualifie l'autre de "révolutionnaire... malgré de profondes divergences". A la sortie de cette réunion du 19 octobre on a entendu Mandel, star du SU centriste, s'exclamer que c'était une "rencontre historique" et Pierre Franck, éminence grise de la section française du SU, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), l'a qualifiée de "miracle".

Mais il n'a pas fallu longtemps à la récalcitrante LCR, malgré les grandes espérances de Mandel et Franck, pour crever le ballon de la nouvelle fusion. Dix jours après la signature du traité de paix, le comité central de la LCR votait une résolution qui déclarait que l'accord était "inadéquat" et qui suspendait toute relation bilatérale avec l'OCI. Et deux semaines plus tard, le SU s'inclinait et écrivait à l'OCI pour rompre les accords. Voilà comment, dans cette Internationale soi-disant trotskyste et soi-disant démocratiquement centralisée, une section peut imposer une décision de politique internationale à une instance qui est sensée lui être supérieure. La LCR a donc donné son verdict et l'entreprise "historique" du SU n'est soudain devenue qu'un bout de papier.

Le prétexte que le SU a trouvé pour se retirer de l'engagement qu'il avait pris, c'est que l'OCI estime (et elle le fait depuis longtemps) que le SU a des "positions révisionnistes contraires aux principes comme au programme de la Quatrième Internationale". Mais qu'y a-t-il de nouveau? Cette caractérisation, formellement correcte, est aussi vraie pour le SU d'aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 25 ans. quand ses fondateurs politiques, Michel Pablo en tête, ont opté pour le liquidationnisme qui a poussé la majorité de la section française de la Quatrième Internationale (dont l'OCI descend en ligne directe) dans l'opposition. Mandel et Franck, les lieutenants de Pablo, n'aimaient probablement pas plus cette caractérisation à l'époque qu'ils ne l'aiment maintenant. Et pourtant le 19 octobre, les déclarations apparemment orthodoxes et anti-pablistes de l'OCI n'ont pas empêché les pontes du SU de signer le pacte secret.

### La LCR sabote le "beau travail"

Il y avait autant d'unité dans le comité central de la LCR le 1er novembre qu'il y en a dans le SU déchiré par les fractions. La majorité de la LCR qui exige que le SU "adopte au niveau international une attitude qui corresponde à celle que nous avons eue envers l'OCI", a rencontré l'opposition des dirigeants de la LCR dont

re du SU dirigée par le SWP américain. Matti, le dirigeant "gauche" de l'opposition pro-SWP/OCI dans la LCR a, lui, carrément refusé de voter sur la résolution.

L'OCI et le SWP suivent depuis quelques années des chemins qui se croisent, ce qui s'explique surtout par le fait qu'ils ont tous deux le désir de capituler devant la social-démocratie internationale. Le SWP avait donc déjà négocié avec l'OCI pour son propre compte (Cf. "SWP-OCI Discussions", *Workers Vanguard* n° 57, 22 novembre 1974) et s'était montré prêt à servir d'entremetteur entre le SU et le congrès international de l'OCI, le Comité pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI). Joseph Hansen (du SWP) était d'ailleurs comme il se doit un des signataires du pacte du 19 octobre.

La LCR a fait la preuve qu'elle n'a pas l'intention de laisser la diplomatie mandélienne — que ce soit avec son bloc actuel avec le SWP ou avec son pacte de non-agression avorté avec l'OCI — déranger ses plans d'opportunisme de la "grosse occasion" en France. L'orientation principale de la LCR va vers des courants explicitement anti-trotskyistes comme le Parti socialiste unifié (PSU) ou des "non-sectaires" comme Lutte Ouvrière (LO). La résolution du comité central faisait d'ailleurs une distinction nette entre la proposition de relations bilatérales avec l'OCI — au détriment de ceux-ci — et "le type [de relations] que nous pouvons entretenir avec le PSU, LO ou Révo!".

La priorité numéro un de la LCR, c'est la fusion avec l'aile gauche du PSU social-démocrate de gauche que dirige Pablo. La tendance de Pablo est une scission droitière du SU des années 60 qui a, en 1972, explicitement abandonné le trotskysme et la nécessité d'une Quatrième Internationale. Pour aider la LCR dans son effort de "regroupement" avec "l'AGOL" représentée par le PSU, Mandel, toujours prêt à rendre service, avait fait savoir qu'il était lui aussi disposé à laisser tomber ces "étiquettes" (Cf. "Mandel propose d'abandonner les 'étiquettes'", *Spartacist*/édition française, n° 12, novembre 1976). Révolution était à l'origine un groupe petit-bourgeois et "tiers-mondiste" qui a scissionné des prédécesseurs de la LCR en 1969, principalement sur la question de l'affiliation au SU. A l'heure actuelle ils sont en train de fusionner avec la Gauche Ouvrière et Populaire (GOP), stalinien invétérés et pro-Pékin.

Lutte Ouvrière, groupe soi-disant trotskyste, qui s'opposa à la formation de la Quatrième Internationale en 1938, est surtout réputée pour son ouvriérisme. (Selon LO, c'est la composition sociale d'une organisation — et non son programme — qui est la garantie de son intégrité révolutionnaire). Ce groupe a aussi une prédilection naïve pour les rencontres internationales "non-sectaires" au cours desquelles toutes sortes de capitalistes d'Etat, de maoïstes et de trade-unionistes baratinent entre eux sous son égide. La po-

plus en plus d'attrait aux yeux de la LCR. Celle-ci en effet est en train de délaisser son radicalisme petit-bourgeois effréné pour aller à la recherche d'une "alternative crédible" (autrement dit une couverture de gauche) à présenter au front populaire.

Comme il est habitué à se faire rappeler à l'ordre par sa section vedette, le SU a avalé sa pilule comme un grand. A la réunion au cours de laquelle il a renié son accord du 19 octobre avec l'OCI, il a, avec la LCR, essayé de rattraper LO dans ses filets en rappelant les propositions "non-sectaires" que cette organisation avait faites après Mai 68. A cette époque, LO avait proposé un vague regroupement de tous les "révolutionnaires" qui publieraient un journal en commun (en donnant un nombre déterminé de pages à chaque groupe s'il le fallait) afin d'être une "alternative crédible". Le SU, aujourd'hui, propose à LO de publier un supplément hebdomadaire de 4 pages à *Rouge et Lutte Ouvrière* et de laisser LO écrire des articles dans un numéro sur quatre de *Inprecor*. Il est aussi question de discuter de candidatures communes LCR/LO aux municipales et de tenir une conférence syndicale commune en été 1977.

### L'OCI convoite le SWP

L'OCI, que l'on traite souvent de "sectaire" pour les bonnes et les mauvaises raisons, a donné la parole à un de ses anciens membres dans les colonnes de *Informations Ouvrières* (24 novembre 1976) qui déclare : "Mais le trotskysme se dénigre par ses divisions. Il faut rendre crédible le trotskysme aux yeux des travailleurs si on veut construire le parti. (...) L'OCI doit tout faire pour aller vers l'unité du trotskysme...". L'OCI est, tout comme ses concurrents du SU, fascinée par la perspective d'une victoire électorale du front populaire de "l'Union de la Gauche", mais à sa façon : alors que la majorité du SU veut que

la petite bourgeoisie radicalisée et "l'AGOL" poussent le front populaire à gauche, ce que veut l'OCI c'est réformer le front populaire par l'unité des appareils staliniens et sociaux-démocrates.

L'OCI a, ces dernières années, pris un tournant droitier certain qui est parti de la tendance stalinophobe qu'elle a depuis longtemps à capituler devant la social-démocratie. Les petits-bourgeois radicalisés de la LCR ont toujours pu faire des attaques correctes contre la mollesse que montrait l'OCI envers la bureaucratie de Force Ouvrière (FO). En dehors de la France, grand nombre de groupes affiliés à l'OCI ont adopté la stratégie d'entrisme profond à la pabliste dans la social-démocratie, dix ans après que le SU l'ait abandonnée parce que discréditée pour s'adonner à la place à l'engouement pour le guérillisme tiers-mondiste.

En Allemagne, par exemple, aux dernières élections en octobre 1976, l'IAK, qui fait de l'entrisme dans le SPD, a avancé le mot d'ordre de "élections libres dans toute l'Allemagne" qui est un des mots d'ordre de la restauration capitaliste. Au Canada, le groupe affilié à l'OCI appelle à un gouvernement basé sur le NDP et se présente sur la liste du NDP à chaque fois qu'il le peut. Et enfin, plus spectaculairement, au Portugal, la groupe de l'OCI est enfoui dans le Parti socialiste de Mario Soares et soutient activement la "liste B" basée sur les syndicats de ce parti "socialiste" qui est subventionné par la CIA.

C'est ce net tournant à droite qui est derrière la cour que fait l'OCI au SWP réformiste, qu'elle a rebaptisé "pas centriste" et "trotskyste" depuis qu'elle a commencé ses manoeuvres pro-SWP il y a 3 ans. Le fait que l'OCI soit maintenant explicitement en faveur d'une structure internationale fédérée, en Amérique latine par exemple, (Cf. "La reconstruction... du Bureau de Londres!", *Spartacist*/édition française n° 11,

## TEXTE DE L'ACCORD AVORTE

Note de la rédaction : Les versions du pacte-avorton que donnent respectivement le SU et le CORQI ne sont pas absolument identiques. Le Bulletin intérieur de la LCR n°50 (novembre 1976) donne le texte du SU et la réponse du CORQI. C'est cette dernière que nous reproduisons ci-dessous. Nous avons mis en italiques les passages qui sont différents et avons mis à la suite entre crochets la version du SU.

"La délégation du Bureau international, mandatée par le comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe internationale, après discussion avec le secrétariat unifié de la IVe internationale, prend acte de la résolution adoptée par le SU :

"Nous proposons que le SU de la IV et le comité d'organisation pour la reconstruction de la IV fassent parallèlement des résolutions à publier dans *Rouge*, *Informations Ouvrières*, et autres publications de la IV et du CORQI :

1) Que le but des discussions est de renforcer la IVe internationale comme organisation internationale unique fondée sur le programme trotskyste, ce qui inclut *l'acceptation de* [la référence au] centralisme démocratique.

2) Que le Secrétariat unifié et la Ligue communiste révolutionnaire, bien qu'ayant des divergences profondes avec certaines des positions du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe internationale et l'OCI, les considèrent comme des organisations révolutionnaires.

3) Que le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe internationale et l'OCI affirment similairement que la IVe internationale et sa section française, la LCR, sont des organisations révolutionnaires, bien qu'elles aient de profondes divergences avec certaines des positions de ces organisations.

A partir d'un accord sur ces points, le Secrétariat unifié ouvrira une discussion organisée avec le Comité d'organisation sur la base d'un *ordre du jour établi d'un commun accord* [calendrier défini en commun. Si le CORQI refuse toute résolution sur les points proposés, le SU considérera qu'une discussion politique organisée n'a pas lieu d'être pour l'instant]"

La délégation du bureau international du comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe internationale, renouvelle sa proposition d'ouverture de la discussion sans conditions ni préalable entre les deux organisations internationales en vue de reconstruire la IVe internationale réunifiée sur la base du programme de fondation ; afin de s'efforcer de surmonter les divergences qui sont à l'origine d'une scission qui dure depuis près d'un quart de siècle.

Que le but des discussions est de renforcer la IVe internationale comme une organisation internationale unique basée sur le programme du trotskysme ce qui inclut *l'acceptation du* centralisme démocratique.

La délégation du comité d'organisation estime que le lien avec la IVe internationale, l'affirmation de la validité de son programme caractérise une organisation comme révolutionnaire. Le secrétariat unifié et ses

avril 1976) ajoute encore un point de convergence avec le SWP.

L'OCI se cache derrière son attitude d'anti-pabliste dans la forme pour pourchasser le SWP (qui était du côté des anti-révisionnistes jusqu'à sa réunification, en 1963, avec Mandel, Franck et compagnie, pour former le SU). Sous cette couverture apparemment orthodoxe, l'OCI s'oppose à la majorité du SU et se met du côté du SWP, *d'un point de vue de droite*. Ainsi Lambert écrit-il le 23 juillet au SWP que :

"Qu'il y ait un courant révisionniste dans les rangs de la IVème Internationale, c'est ce que nous avons constaté et qualifié ensemble depuis les années 1950-1953; que ce courant révisionniste n'ait pas désarmé, c'est ce que l'on peut constater dans le combat que vous, SWP, menez dans les rangs du Secrétariat unifié et celui que de notre côté, OCI, nous menons..."

A part la phraséologie orthodoxe, toutes les apparences montrent que l'OCI se rue sur la voie du réformisme que le SWP a prise quinze ans plus tôt.

La LCR a réussi pour l'instant à stopper une extension de son Internationale rafistolée qui inclurait l'OCI et ses amis, dont le poids ajouté à celui du SWP pourrait faire basculer la majorité de l'autre côté. Ce que la majorité de la LCR demande en fait à l'OCI pour qu'elle puisse avoir le droit de faire partie du zco,

## SWP...

*suite de la page 4*

Cet aveu sans ambages que son ambition est de "pousser" les politicards capitalistes à accorder des réformes souligne la ressemblance fondamentale qu'il y avait entre la campagne électorale du SWP et celle du Parti communiste (PC) archi-réformiste. Le PC, qui proclame que voter pour ses candidats Gus Hall et Jarvis Tyner c'est voter "avec un coup de poing", fait un baratin du même genre : "Un grand nombre de voix pour les communistes à Détroit préoccuperait sérieusement les patrons de GM [General Motors] et de Ford," et un bon score à New York "pousserait les banques à venir au secours de New York City" (*Daily World*, 3 avril 1976).

La ressemblance était plus que superficielle entre ces 2 partis jumeaux du réformisme américain qui tous deux s'engagent à "faire diminuer" les profits. Le PC s'est borné à demander qu'on réduise le budget militaire de 80% (ce qui laisse tout de même 24 milliards de dollars au Pentagone pour s'amuser), tandis que le SWP a, d'une manière plus ambiguë, demandé que l'on "réduise le budget de guerre", au lieu de la position marxiste traditionnelle de refus de soutien aux forces répressives de l'Etat capitaliste ("pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise"). Sans doute Camejo et Reid veulent-ils faire preuve de "sens des responsabilités" en n'appelant pas à *supprimer* les fonds destinés à des actions policières ou militaires "légitimes", comme celle des troupes envoyées à Boston pour faire appliquer le busing par exemple (c'est une des revendications préférées du SWP).

Et pourtant le SWP a trouvé un moyen de se différencier du PC et d'augmenter son attrait auprès des libéraux : Camejo a expliqué à des journalistes que la différence qu'il y avait entre lui et le PC, c'est que, en ce qui concerne l'Union soviétique, "moi, je crois qu'il y a là un régime totalitaire. Pas eux." (communiqué de UPI, 28 octobre 1976). D'ailleurs, devant le House Intelligence Committee même [commission de renseignement du Congrès américain] Camejo avait dit le 18 novembre 1975 : "Nous sommes contre le totalitarisme où que ce soit dans le monde; que ce soit en URSS ou en Espagne." C'est constamment que, dans sa campagne, le SWP a mis sur le même plan, d'une manière totalement anti-communiste, l'Etat ouvrier

c'est qu'elle renonce ouvertement à son orthodoxie anti-pabliste, même si elle n'est que verbale.

On peut se demander si l'OCI succombera à cet ultimatum. Mais de toute façon en signant une déclaration qui reconnaissait les prétentions du SU à être la Quatrième Internationale et qui qualifiait les sections du SU d'organisations "révolutionnaires", l'OCI a déjà tiré un trait sur ses années de lutte contre le pabliste.

Ces misérables tentatives de reformer un Bureau de Londres ne font que mettre en lumière la lutte principale de la tendance spartaciste internationale pour remettre sur pied une Quatrième Internationale politiquement homogène, démocratiquement centralisée, et basée sur le programme du trotskysme authentique. Nous sommes fiers de notre lutte principale contre le révisionnisme et nous nous associons avec la majorité française anti-pabliste d'il y a 25 ans quand elle adressait ces mots à Ernest Mandel :

"...ruser avec les idées, faire consciemment un bloc sans principes en renonçant à défendre ses idées, faire passer les "combines" d'organisation avant la clarification, c'est un mal très grave qui appelle les plus expresses réserves sur le "dirigeant" qui en présente les symptômes...car pour nous l'Internationale ne se construit pas par la manoeuvre et surtout pas par tes dérisoires manoeuvres."

*Traduit de Workers Vanguard n° 137*

qu'il était contre toutes les dictatures "que ce soit en Union soviétique, en Chine, en Espagne, au Chili" ou en "Iran et dans l'Etat sioniste d'Israël."

Lors de l'émission "Meet the Press" diffusée dans tous les Etats-Unis du 17 octobre 1976, Nat Hentoff, journaliste au *Village Voice*, demanda carrément à Camejo quelle serait la position du SWP en cas d'invasion des Etats-Unis par l'URSS ou la Chine :

"Hentoff : Cette question est pour M. Camejo. Je vois qu'un des éléments clé de votre programme est la suppression de 115 milliards de dollars dans les dépenses militaires (...) dans le contexte où la plupart des Américains (...) croient sincèrement (...) que c'est le genre de programme que seul un parti un peu loufoque présenterait, car que ferions-nous si vous supprimez tout cela et que l'URSS et peut-être plus tard la Chine se mettent à engloutir le monde et éventuellement nous ? Comment pouvez-vous être crédibles auprès d'un électorat avec ce genre de programme ?"  
"Camejo : (...) Je crois que si le peuple américain pense que son existence est d'une manière ou d'une autre menacée par quelqu'un qui veut venir ici nous envahir et nous dominer, je crois que le peuple américain devrait alors avoir le genre de défense qui avait été instituée à l'origine, quand cette nation a été constituée : des milices populaires avec des officiers élus, pour qu'on ne puisse pas utiliser l'armée contre le peuple. Quand a-t-on envoyé, pour la dernière fois, les Gardes Nationaux assurer la victoire d'une grève ? En fait, on ne les mobilise que pour briser les grèves. Je veux une armée qui ne pourrait pas tuer quatre étudiants à l'Université de Kent."

Cette fois-là, Camejo est allé plus loin que son habituelle rhétorique hors classe contre le "totalitarisme" de droite ou de gauche et l'absence totale dans sa campagne du mot d'ordre trotskyste de défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers dégénérés/déformés contre l'impérialisme. Maintenant le SWP s'est engagé, à la télévision, devant toute la nation américaine, à défendre "le peuple américain" contre une invasion de l'URSS ou de la Chine.

Les partis de la Seconde Internationale ont au moins attendu que la première guerre mondiale éclate vraiment pour abandonner leur programme formellement internationaliste et se ranger ouvertement du côté de leurs bourgeoisies respectives. Le SWP, lui, jette par-dessus bord le programme trotskyste, sous les spots d'un studio de télévision, uniquement pour gagner

## Présidentielles aux USA

# La campagne réformiste du SWP

Capitalisant sur sa respectabilité de libéral de gauche et sur la quantité assez inhabituelle de publicité qu'il reçoit dans la presse bourgeoise, le Socialist Workers Party (SWP) a utilisé la campagne présidentielle du bicentenaire pour approfondir son engagement envers le réformisme social-démocrate. Maintenant que les "mouvements de masse" féministe et anti-guerre des années 1960 se sont estompés, le SWP est devenu un parti électoraliste toujours sur le pied de guerre. Il a consacré deux bonnes années à la "course à la présidence" de 1976 et y a dépensé quelques 250.000 dollars. Il a poursuivi les media en justice et a obtenu du temps sur les ondes, a poussé tous ses apparatchiks dans la campagne pour Peter Camejo et Willie Mae Reid [comme président et vice-président]. Et pourtant, malgré toute la méfiance des masses pour les candidats capitalistes Carter et Ford, et avec toute la publicité qu'il a reçue pour son "Watergate socialiste" contre le FBI, le SWP n'a pas atteint les gros chiffres qu'il espérait.

En fait, bien qu'on n'ait pas encore les résultats finaux, les chiffres du SWP montrent que leurs portedrapeaux n'ont guère fait mieux que Linda Jenness [candidate à la présidence] en 1972. Ils ont obtenu plus de voix dans plusieurs états (comme le Texas, par exemple), ont eu les mêmes résultats dans certains autres, et ont perdu des voix dans 5 états (ils ont perdu 3.000 voix dans le Massachusetts, le seul état qui ait voté pour McGovern en 1972).

Bien que cette stagnation électorale soit le reflet du glissement vers la droite qui s'effectue dans la vie politique des Etats-Unis depuis quelques années, le *Militant* ne manquera sans doute pas d'annoncer généreusement que les résultats de cette année représentent un net progrès sur ceux de la dernière fois. Mais les chiffres plus élevés qu'il pourra montrer ne le sont que parce que le SWP a pu se présenter en Californie (où il a obtenu 17.083 voix) et dans l'Ohio (5.346 voix) qui sont tous deux des états universitaires importants dans lesquels il n'avait pas été autorisé à se présenter en 1972.

Plusieurs journalistes libéraux, que repoussait la trop ennuyeuse "course Ford-Carter", eurent l'agréable surprise de découvrir le gentil "réalisme" du SWP. Le journaliste britannique Simon Winchester a trouvé que Peter Camejo était "un jeune messie marxiste très intelligent... qui fait de la réclame pour une économie socialiste non marxiste qui serait familière aux partisans de Tony Benn" (*Guardian* [Londres], le 29 octobre 1976). Le SWP aurait du mal à réfuter cette comparaison peu flatteuse avec les projets de réformes timides du travailliste "gauche" du cabinet de Callaghan. L'an dernier, dans le *Militant* du 14 novembre 1975, le SWP se vantait du commentaire que le directeur du comité chargé d'établir le programme électoral du Parti démocrate avait fait à propos du programme du SWP : "Je crois que demain, je vais aller voir le président [du comité national du Parti démocrate] Strauss et que je vais lui suggérer d'adopter ça. Tout ceci m'a l'air parfaitement raisonnable. Vous m'avez peut-être épargné dix mois de travail."

Les camarades du SWP qui sont dans la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) n'ont pas fait autant de compliments. Un reporter de *Rouge* posa à Camejo la question suivante : "Dans la plupart de tes meetings,

peaux rouges, ni chants révolutionnaires, sans parler de l'*Internationale*. Peux-tu nous expliquer pourquoi?" (cité dans *Intercontinental Press*, 22 novembre 1976). Après quoi le reporter de *Rouge* rapporte que la réponse de Camejo est que les électeurs ne reconnaissent même pas que les Démocrates et les Républicains sont des partis capitalistes, et il conclut : "qu'ils soient étudiants ou travailleurs, les Américains sont totalement ignares en matière de politique."

Le niveau de conscience de classe des ouvriers américains est certainement beaucoup moins élevé qu'en Europe, mais ce ne sont pas les deux ans de discours électoraux de Camejo qui auront fait grand'chose pour l'élever non plus ! Et quoique, à première vue, cette remarque de *Rouge* ait semblé servir d'excuse au SWP (que peut-on attendre d'Américains ignares ?), la LCR, dans ses bulletins internes, a accusé ses ennemis fractionnels de s'incliner devant l'arriération politique des Américains. (Mais ce ne sont évidemment pas non plus les décors de "drapeaux rouges et de chants révolutionnaires" qui rendent un programme révolutionnaire. La LCR, elle, a son propre style plus subtil de collaboration de classe "aux couleurs de la France", et qui consiste à servir de couverture de gauche au front populaire.)

La campagne électorale a effectivement été bien "élémentaire" — c'était du réformisme des plus élémentaires. Le gros "truc" du SWP en 1976 c'était "a Bill of Rights for Working People" ("Charte des droits des masses travailleuses"). Ce programme consiste à ajouter quelques clauses "démocratiques", utopiques et libérales à la Constitution des Etats-Unis. On y trouve, entre autres, le "droit à un revenu adéquat", le "droit pour les minorités nationales opprimées à contrôler leurs propres affaires", et le "droit de décider d'une politique économique et sociale", mais évidemment pas un mot sur la révolution socialiste. Au temps où le Socialist Workers Party représentait le trotskysme révolutionnaire aux Etats-Unis, James P. Cannon ne mâchait pas ses mots pour qualifier les rigolos qui avançaient des élucubrations de ce genre :

"Il [Budeniz] est arrivé au Comité National de notre parti avec une proposition que tout notre programme soit un amendement à la constitution ; que notre programme révolutionnaire soit réduit à un projet parlementaire. C'était une capitulation terrible, c'était un programme du phillistinisme le plus grossier."

— *History of American Trotskyism*, 1944

Dans une interview télévisée de Camejo à l'occasion de la campagne, celui-ci déclara que, quand une majorité d'Américains aura eu suffisamment connaissance du programme du SWP, le socialisme (ou du moins Camejo) pourra être élu au pouvoir. Mais en fait, les ambitions de ces réformistes encravatés sont simplement d'être un groupe de pression sur l'Etat capitaliste. La seule différence qu'il y a entre Camejo et Michael Harrington [un des dirigeants de la social-démocratie américaine] c'est qu'il préfère une démarche "indépendante" au travail à travers le Parti démocrate. "Je vais vous dire ce qui amènera un changement social" disait Camejo à Harrington lors d'un débat public à la veille des élections, "si des millions de gens dans ce pays commencent à refuser de voter démocrate ou républicain. Ça pousserait plus le gouvernement à se sentir obligé de céder aux revendica-